

La Gauche / Alternative Linke / La Sinistra

www.la-gauche.ch www.linke-alternative.ch www.la-sinistra.ch

La Gauche: Les 9 points forts d'action

La Gauche s'engage pour un changement radical de société sur des bases anticapitalistes, écosocialistes, démocratiques et féministes. Les points forts d'action suivants ne constituent pas un programme exhaustif, ils doivent être compris comme des lignes générales d'action, qui présentent ce pour quoi La Gauche s'engagera dans un avenir proche aux niveaux communal, cantonal et national. La Gauche rendra compte chaque année de ce qu'elle a entrepris concrètement sur la base de ces points.

1) Droit à la sécurité de l'existence

La sécurité matérielle de l'existence est la condition de toute émancipation. La Gauche soutient toutes les initiatives visant à assurer à tous, avec ou sans activité rémunérée, rentiers, personnes en formation, une vie digne. Elle s'engage en particulier pour des salaires minimaux décents et un système de retraite adéquat sur une base solidaire, pour cela elle exige un revenu inconditionnel de base, permettant à chaque habitant une vie digne.

2) Etendre les droits démocratiques

La Gauche s'engage pour que tous les hommes et les femmes résidant sur le territoire suisse puissent le plus largement possible participer aux décisions qui les concernent. Elle considère que la démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte de l'usine, du bureau, du chantier, de l'école ou des centres de formation. Elle agit pour la reconnaissance des droits syndicaux sur les lieux de travail. Elle se bat contre toutes formes de discrimination liées au genre ou au statut de séjour et s'affirme pour la régularisation de tous les sans-papiers. Elle s'engage pour le droit de vote et d'éligibilité des étrangères et étrangers et défend le droit à la citoyenneté pour toutes les personnes nées en Suisse, et avoir accès à tous les droits fondamentaux garantis par la constitution.

3) Libertés citoyennes plutôt qu'Etat policier

La Gauche se prononce clairement contre toutes les tendances au contrôle et à la répression de comportements privés et de modes de vie différents. Elle combat toutes les formes de droit d'urgence et de lois d'exception pour des groupes particuliers. Elle refuse résolument l'illusion d'une société sécuritaire basée sur des mesures surréventives par la multiplication des interdictions et de la surveillance. La gauche alternative s'engage pour un droit de citoyenneté mondiale. Cela contient le trafic des voyageurs universellement libres.

4) Changement de cap écologique

La Gauche refuse le productivisme propre au capitalisme, qui mène inéluctablement au dérèglement climatique actuel, à l'épuisement des ressources et à la surexploitation des sols. Il est impératif de sortir de la logique d'un «développement» économique mondial qui stimule l'hyperconsommation, tout en aggravant la misère. . Inspiré par le même fonctionnement, le nucléaire ne saurait représenter une solution de rechange. La Gauche examine et s'engage pour des modèles décentralisés d'approvisionnement comme alternatives possibles aux grandes structures globales d'approvisionnement et aux structures commerciales, notamment dans le domaine de l'énergie et des produits agricoles. Elle s'engage fortement pour qu'un comportement écologique soit à la portée de tous et pas seulement un privilège sociale.

5) Bien commun et justice sociale

La Gauche s'engage pour que les budgets publics soient financés selon le principe de la capacité économique des citoyennes et citoyens, elle rejette les privilèges de classe comme les forfaits fiscaux. La Gauche lutte contre les modes de financement non solidaires comme les primes de caisse-maladie et contre le remplacement d'impôts directs progressifs par des impôts indirects à la consommation. La Gauche veut un impôt successoral helvétique pour plus d'égalité des chances et empêcher la féodalisation de la Suisse.

6) Participation solidaire au lieu de profits abusifs privés

La Gauche veut à terme une société solidaire sans exploitation. Les besoins sociaux fondamentaux : l'accès à la formation et à la santé publique, l'approvisionnement en eau et électricité, les ressources énergétiques de réseau (gaz, etc.), les transports publics, les réseaux de communication et d'infrastructures essentielles, et l'élimination des déchets appartiennent aux pouvoirs publics et doivent être sous le contrôle démocratique direct de la population. Les services publics doivent être accessibles à tout en chacun.

7) Affirmer la solidarité internationale

La Gauche dénonce systématiquement l'impérialisme suisse et ses méfaits vis-à-vis des populations des pays pauvres. Elle développe la solidarité avec les peuples et lutte pour leur émancipation et se prononce pour la suppression du secret bancaire ainsi que pour l'annulation des dettes que les pays du Tiers-Monde ont contractées à l'égard des entreprises, des banques et des collectivités publiques en Suisse. La Gauche s'oppose au militarisme et aux guerres et se prononce pour une Suisse sans armée.

8) Une organisation féministe et qui lutte contre l'homophobie et toutes les discriminations.

La Gauche s'engage pour les droits des femmes et contre toutes les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle. La Gauche met notamment en avant la nécessité de l'application immédiate de l'égalité salariale homme/femmes par un renforcement massif des contrôles dans les entreprises et des mesures de sanction efficaces, la défense du droit à l'avortement, le renforcement de la lutte contre les violences domestiques, la parité hommes/femmes dans les instances élues, un accès gratuit aux crèches et garderies garanti pour tous et toutes, le développement de campagnes de prévention contre l'homophobie, en particulier chez les jeunes.

9) Connaissance et maturité.

La participation politique en démocratie requiert une population bien formée et éclairée. La Gauche sait que cela n'est possible que si la formation se construit sur des connaissances scientifiques, et qu'elle soit traitée dans des relations de société et d'économie. Les questions de foi sont à séparer strictement des actions étatiques.